DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS/ MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

TELEVISION INDUSTRIE SUMMIT SOMMET SUR L'INDUSTRIE DE LA TÉLÉVISION

THE HON. PERRIN BEATTY/ L'HON. PERRIN BEATTY

PRESS CONFERENCE/CONFÉRENCE DE PRESSE

HELD AT:

Four Seasons Hotel Montreal, Quebec

December 10, 1991

TENUE À:

Hôtel Quatre Saisons Montréal (Québec)

Le 10 décembre 1991

HE 8689.9 C3 B433 1991

DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS/ MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

TELEVISION INDUSTRIE SUMMIT @ * * - SOMMET SUR L'INDUSTRIE DE LA TÉLÉVISION . . . (

THE HON. PERRIN BEATTY/

PRESS CONFERENCE/CONFÉRENCE DE PRESSE



HELD AT:

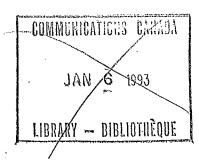
Four Seasons Hotel Montreal, Quebec

December 10, 1991

TENUE À:

Hôtel Quatre Saisons Montréal (Québec)

Le 10 décembre 1991



StenoTran

1	HON. PERRIN BEATTY: over the
2	course of the past two days, so I don't think you
3	need an opening statement from me.
4	I would be delighted to receive
5	questions, premièrement en français et après ça en
6	anglais.
7	Q. Monsieur le Ministre, vous
8	avez dit tout à l'heure que vous étiez très
9	satisfait de ce que vous avez qualifié de première
10	étape. Mais qu'est-ce qui va en résulter de façon
11	concrète et qu'est-ce qui va suivre demain matin,
12	ou enfin, quelle sera la seconde étape, si vous
13	voulez?
14	M. BEATTY: Il faut commencer
15	immédiatement à planifier la deuxième étape. Nous
16	avons considéré 31 recommandations, je pense, du
17	rapport Girard-Peters, et c'est notre
18	responsabilité maintenant de planifier une
19	stratégie industrielle cohérente et compréhensible
20	pour l'industrie de la télévision ici, au Canada.
21	Ce travail doit commencer
22	immédiatement. Je pense que nous avons beaucoup
23	accompli dans les deux dernières journées, mais il
24	nous reste beaucoup à faire.

Q.

25

Qu'est-ce que vous retenez de

ce sommet-là? Selon vous, qu'est-ce qui est le 1 2 plus urgent pour l'industrie en ce moment? consensus est-ce que vous avez senti autour de 3 cette table-là? 4 M. BEATTY: C'est qu'il y a une 5 crise économique pour les télédiffuseurs ici, au 6 7 Canada. Ce n'est pas juste concentré ici, au 8 Québec, mais cela existe dans les autres régions du Canada aussi. Cependant, la situation est plus 9 sérieuse ici, au Québec. C'est pourquoi il nous 10 faut concerter nos efforts et travailler ensemble 11 12 pour chercher des solutions. C'est clair qu'il n'y a pas encore 13 de consensus sur toutes les réponses à cette 14 crise, mais il y a un assez grand degré de 15 En tout cas, c'est clair qu'il y a une consensus. 16 situation d'urgence; il faut agir aussitôt que 17 possible. C'est une condition préalable et 18 essentielle. 19 Je pense qu'il y a une volonté de 20 travailler ensemble, et c'est ce qui va nous 21 donner la chance d'en accomplir plus. 22 0. Si vous me permettez une 23 autre question, vous avez dit aussi qu'il était 24 essentiel que la programmation canadienne soit de

1,	grande quartite, finalement, pour nous differencier
2	encore plus des autres, des pays étrangers, et
3	caetera.
4	Est-ce que vous voyez une façon ou
5	un moyen d'améliorer la programmation canadienne?
6	M. BEATTY: Nous devons travailler
7	ensemble pour chercher les solutions. Nous avons
8	entendu mentionner plusieurs propos; je parle des
9	participants à ce sommet. Mais il nous faudra
10	travailler ensemble dans la deuxième phase pour
11	considérer comment travailler pour améliorer la
12	qualité de nos émissions.
13	Il est clair qu'on peut garantir
14	une certaine quantité de contenu canadien sur nos
15	ondes, mais il faut avoir des émissions de qualité
16	pour attirer les téléspectateurs.
17	Q. Est-ce que ceci veut dire
18	qu'il faudra encore attendre six mois avant de
19	savoir comment, financièrement, les télédiffuseurs
20	pourront trouver de nouvelles sources de fonds
21	pour faire face à la crise actuelle? C'est dans
22	six mois qu'on saura si c'est une déduction
23	fiscale ou une taxe sur la câblodistribution, ou
24	je ne sais quoi?
25	M. BEATTY: J'ai lancé un défi au

1	comité de direction de finir leur rapport d'ici
2	six mois, mais c'est le maximum. Je suis prêt à
3	recevoir ce rapport aussitôt que possible.
4	Notre progrès dépend de l'esprit
5	de coopération et du travail fait par tous les
6	participants.
7	Q. Est-ce que ça veut dire que
8	dans le prochain budget, par exemple, il pourrait
9	y avoir des annonces?
10	M. BEATTY: Tout est possible,
11	mais ça n'indique rien. Il est impossible de
12	prévoir le contenu du budget.
13	Q. Qu'est-ce que vous répondez à
14	ceux qui vous disent que dans six mois il sera
15	peut-être trop tard parce qu'ils ne seront plus
16	là?
17	M. BEATTY: Nous avons déjà agi
18	sur 31 recommandations du rapport Girard-Peters.
19	Il nous en reste quelques autres. Il nous faut
20	travailler ensemble pour créer un consensus.
21	Je ne suis pas dictateur de notre
22	système de télédiffusion au Canada, je suis
23	ministre. C'est ma responsabilité d'encourager le
2 4	développement d'un consensus et d'un esprit

collaboratif.

1	Comme l'a dit très clairement le
2	rapport Girard-Peters, le gouvernement ne possède
3	pas toutes les clefs. Il y a beaucoup d'actions
4	qui doivent être prises par les radiodiffuseurs
5	eux-mêmes. Il nous faut travailler ensemble pour
6	bâtir ensemble une stratégie pour répondre à la
7	crise économique qui existe présentement.
8	Q. Vous avez parlé beaucoup ce
9	matin des nouvelles technologiques qui créaient
LO	une pression sur l'industrie. Est-ce que la
L1	négociation de l'accord de libre-échange avec le
L2	Mexique ne sera pas l'occasion pour les Américains
L 3	de rouvrir l'Accord de libre-échange et de
L 4	remettre en question notre politique
L5	protectionniste à l'égard des communications au
L 6	Canada?
L7	M. BEATTY: Non. Absolument pas.
L8	Nos produits culturels sont à vendre; notre
L 9	culture n'est pas à vendre, ni aux Américains, ni
20	aux Mexicains.
21	Q. Les 12 minutes commerciales
22	de Radio-Canada le soir, entre sept et dix, en
2 3	grande écoute, est-ce que c'est intouchable?
24	M. BEATTY: Non, rien n'est
25	intouchable. Nous sommes prêts à considérer

1	toutes les recommandations du rapport Girard-
2	Peters et tous les autres propos de l'industrie.
3	Il y aura un bon échange d'opinions entre tous les
4	partenaires, publics et privés, et j'espère que
5	nous pourrons travailler ensemble pour trouver des
6	solutions.
7	Comme l'a dit déjà M. Veilleux, le
8	président de la Société Radio-Canada, si on
9	considère toute la grille-horaire de la Société
10	Radio-Canada, c'est peut-être à ce niveau déjà; il
11	faut considérer toute la grille-horaire.
12	Mais rien, sauf l'existence même
13	du système et la présence des produits culturels
14	canadiens, n'est intouchable. Rien, sauf ça.
15	Q. Advenant la séparation du
16	Québec, qu'est-ce qu'il arrive de Radio-Canada?
17	M. BEATTY: Pardon?
18	Q. Est-ce que vous vous êtes
19	posé des questions là-dessus jusqu'à maintenant?
20	M. BEATTY: Non. Je pense qu'on
21	va éviter la séparation du Québec, et un des
22	instruments pancanadiens est la Société Radio-
23	Canada. C'est notre responsabilité et notre
24	devoir d'éviter cette possibilité.
25	Q. What do you regard as the

StenoTran

major accomplishment of this two-day session here? Two key ones. The first is Α. that we have been able to deal with the bulk of the Girard-Peters report and to have comprehensive consensus on the vast majority of the recommendations which were made by Girard-Peters. All of the participants have come to the table with a sense of collaboration.

Second, there is a degree of consensus which I saw today which, frankly, surprised me. If you look at the two days, yesterday you had, in large part, reports being made of steering committees and working groups.

Many of the issues were worked out over the course of the last several months, and it was extraordinary that so much progress was made. It was a much more structured day.

Where you would expect to see the differences emerge, where people would be digging in in opposing camps, would be today when we had an agenda which was much less structured and was looking much more forward into the future. You did see the divergences of opinion or perspective, but what surprised me at the end of the day, over the 39 interventions we heard, was the degree of

consensus that exists. We didn't find hard and fast positions being taken by cable people on one side and producers of programming on another and broadcasters on another. We found a remarkable degree of consensus.

What is so encouraging for me about that, Craig, is that -- on Monday morning I said, "We will all succeed together or we will all fail together." The condition precedent for our being able to succeed is a spirit of compromise and a sense of shared purpose. That exists, and I think it carries us into the next phase with a good sense of momentum.

Q. What about that next phase? What do you expect of the report six months down the road? Where will that go from here? What will you have and where will you take it?

A. We will be dealing with a lot of the issues that we were looking at today. It will help us to try to develop a consensus as to where, first of all, the technology is taking us naturally.

We heard people say in some cases that there really isn't a sense of urgency here, that we have always heard of new technologies

coming along and that technologies often fail and
maybe we don't need the sort of sweeping change
that some talk about. In other cases people were
saying that these changes are upon us now and, if
anything, we are going too slow.

I hope that, in designing a blueprint, we will be able to agree on the foundations for that blueprint, for the construction if not the blueprint, that what we will be doing is saying: This is where we see the industry evolving in the future; these are the technological challenges that are going to be facing us; these are the impacts that it has on the economics.

These are our goals, and I cited two of them. One is the maintenance of the Canadian industry. It is important, if we are to deliver Canadian content to Canadians, that there be an industry to do so, an infrastructure to do so. Second, the sine qua non is the Canadian content that is on there -- Canadian content of quality, Canadian content that is varied, Canadian content that is affordable.

For me, everything is on the table for discussion with the exception of those two

1	points. If we can agree on where we are going,
2	what sorts of obstacle exist in our way, and if we
3	can work together in terms of making progress,
4	then I don't see how we can fail, if we continue
5	to maintain the momentum we have.

If, on the other hand, we fragment and we begin to dig in and say, "Look, I am worried about me, not about the system as a whole," then it would be impossible to succeed.

Q. Where do you go after the report is delivered?

it. Obviously, by designing a new architecture for the industry, it will give us guidelines at the governmental level as to how we should be taking decisions. As we look at the addition of new services, for example, when should this be taking place? How do we phase them in? What is the nature of them? Who should be able to obtain licences? What is the relative role of cable or broadcasters in the television industry?

If the next phase of the Summit proves that I am right in my thesis -- and it is my belief that we have to be viewer-driven -- how do we achieve that? That was one of the issues we

1	tried to wrestle with today.
2	In the final analysis, the days
3	when the government could instruct people as to
4	what they were going to see and hear on their
5	televisions and on their radios are gone. What we
6	can do is to ensure an orderly transition to a new
7	world, and we can work on trying to ensure that
8	there is programming that is Canadian and that is
9	attractive for people to see and to hear. That is
LO	the challenge for us.
11	I don't have any quick fixes or
L2	magic solutions on that. What we have to do is
L 3	pull the best brains in the business together to
L 4	try to achieve those goals.
15	Q. Does that mean the end of the
L 6	CRTC?
L7	MR. BEATTY: No, not as yet. Mr.
L 8	Spicer, for example, said today: Until that day
L9	comes when the death stars, which is the shorthand
2 0	you folks use, or new technologies absolutely make
21	the CRTC irrelevant, it is going to continue and
2 2	it is going to be a major player. But the way in
2 3	which we conduct our business is going to have to
2 4	change.

StenoTran

25

Mr. Spicer, I thought, made an

excellent presentation this morning when he talked about the changing way in which the CRTC saw its own role. I think that bodes very well. It shows a flexibility on everybody's part with these new challenges.

Q. Mr. Beatty, you said several times that the broadcasters have to look at the whole thing from the viewers' point of view, but no viewers were invited to this Summit. Do you think they should have been?

MR. BEATTY: I think we are all viewers. I don't know anybody in the room who isn't a viewer and I don't know anybody in the room who isn't dependent upon the viewers. The very livelihood of every aspect of this industry, everything from the CBC to the CRTC to the production people to the private sector broadcasters to the advertisers -- all of us are dependent upon the viewers. If we allow ourselves to be isolated from their needs or their desires, then we won't succeed.

One of the things that was extraordinary about its being televised from coast to coast throughout the whole duration of the Summit was that it enabled Canadians from one

coast to another to sit in that room and to see
the proceedings, and they will be getting in touch
with us. They will be writing to us; they will be
talking to the various participants there. We
will be reading certainly in the newspapers and
magazines and hearing on radio and television
where people think we should be going.

I think one of the very positive things about this is that it will stimulate significant and important national debate in Canada as to what Canadians have a right to expect.

Q. Should there not have been representatives of different viewers who have no other vested interest in cable or conventional broadcasting or specialty services or anything else?

MR. BEATTY: I am not quite sure how you would select, say, three people or four people, or however many, who would fit those criteria and would be representative of all of the 25 million viewers in Canada. All of us have a responsibility to be sensitive to the needs of viewers. They are not a homogeneous block, however. They are very heterogeneous.

StenoTran

1	Indeed, if our experience shows us
2	anything, it is that there is a remarkable
3	heterogeneity among Canadian viewers. Anybody who
4	holds himself out as the spokesperson for Canadian
5	viewers, I think it is fair to ask whoever it is
6	what his credentials are.
7	Q. Do you think there is any
8	need for further research? Some people mentioned
9	that
LO	MR. BEATTY: You bet, and it
11	doesn't end with the second phase of the Summit.
12	It has to be a process that is ongoing.
L3	The viewer is king. We cannot
L 4	mandate that the viewers are going to have to
15	watch or hear any particular programming. If they
L6 .	don't like what is being done, they will turn it
17	off.
18	One of the participants today went
19	even further than I did in my comments about
20	thousands of choices. He quite properly mentioned
21	that with Nintendo and other games that are being
22	made available, with alternative media, the
23	competition to what is being presented on any
2 4	broadcast channel today is increasing and
25	increasing dramatically. There are thousands of

1	choices out there for people during any hour to
2	watch, but they don't have to watch it all. They
3	have other options.
4	We see it increasingly. People
5	are saying, "Okay, I'm opting out of the system
6	and I am finding other forms of entertainment."
7	All of those criteria put
8	pressures on us within the system to be responsive
9	to viewers' needs.
.0	Q. Mr. Beatty, I am not sure
.1	there is a lot of choice. I live here in
L2	Montreal, and I moved here from Toronto last
L3	summer. I had a choice between CF cable and CF
4	cable and CF cable and CF cable. I miss Rogers
L 5	now because I know that back in my old home in
L 6	Toronto there is pay-per-view. I don't see any
L7	choice. I don't see that I have an option to say,
L 8	"I just want CNN or I just want TVO." I have to
L 9	take First Choice and Super Écran and all this
20	stuff so that I can get the services that I want.
21	Where is the choice in the
2 2	Canadian cable industry today, and what is this
23	Summit going to do about giving us some real
2 4	choice, not monopolies?

StenoTran

25

MR. BEATTY: Ted Rogers will be

1	sorry that he went home early.
2	Q. Especially hearing it from
3	me.
4	MR. BEATTY: He would have been
5	delighted.
6	I think there is an enormous
7	amount of choice. I think the important point to
8	make is that the choice isn't simply what is
9	presented if you are hooked up to cable. There
10	are also choices presented at every video store in
11	town. There are choices presented from laser
12	disc. There are choices presented from
13	alternative media as well.
14	What we will be finding in the
15	future is increasing numbers of choices being
16	provided, whether off-air or from cable or from
17	direct-to-home satellite broadcasting.
18	I guess what I would say to you is
19	that, if you look at what we have today compared
20	to any period at any time in our history, the
21	choice that is available to Canadians today in any
22	part of Canada is greater than it has ever been
23	before. It can only go in one direction, and that
24	is for increasing choices.
25	The nature of the choice, though,

StenoTran

1	is important. If there is a threat or if there is
2	a danger out there that we have to be sensitive
3	to, it is the loss of Canadian choices. The real
4	challenge for this Summit is to ensure that it
5	isn't just a buffet of foreign choices that we
6	have to select, but that there are Canadian
7	options there as well. That is why we have to
8	work together to do that.
9	By any standard, whether
10	international compared to other countries around
11	the world or historical, the choices that are open
12	to Canadians are broader than ever before, and
13	they are continuing to expand exponentially.
14	Q. But I don't have the Canadian
15	choice. I am paying \$4.95 a month for TVO,
16	something which used to be free here.
17	MR. BEATTY: For TVOntario?
18	Q. Yes, for TVOntario. I have
19	to pay \$4.95 plus PST plus GST for a service that
2 0	used to be free here, which is Canadian. That's
21	the only way I can get it. I have to have a
22	decoder and I have to have the whole thing.
2 3	I don't understand how any of this
2 4	is going to lead to any increased choice for the
2 5	viewer how it is going to reduce the cost to the

1	viewer, how it is going to improve service to the
2	viewer. I see a lot of people here protecting
3	their own butts, and I am not really sure that the
4	viewer here has been represented in any real way
5	to get around the monopolies of the cable
6	companies and to have better low-cost
7	alternatives. Yes, they should be Canadian.
8	People have a right to choose what they want, and
9	they are not getting that choice any more here,
10	and I don't see them getting it in the future.
11	MR. BEATTY: First of all, let's
12	take the example of TVO that you cited. We had
13	Bernard Ostry today making the suggestion that one
14	of the elements that should be looked at in Phase
15	2 of the Summit is this whole question of whether
16	it might make sense for us to distribute
17	educational television which is generated in a
18	particular province across the country. That is
19	one of the issues that can be looked at and which
20	would provide again, even in the case of
21	educational television, a range of choices which
22	have never existed before in our history.
23	What is abundantly clear is that
24	the number of services is going to increase, the
25	number of media by which those services are

delivered is going to increase, and the number of 1 choices ultimately that viewers can make as to 2 what they watch at any hour of the day can only 3 increase. They will not decrease in the future. 4 It's the quality of those choices 5 and ensuring that there are Canadian options, 6 including the one you cite of educational 7 broadcasters, which is going to be so important. 8 But you are making me eat the 9 Q. whole buffet instead of just the food I want. 10 This is what I am getting at. None of us really 11 has a choice. 12 I am not harping on this, but I 13 just see it getting worse and worse and worse. 14 are going to have to get 100 channels when we may 15 only want six. This is what I mean by real viewer 16 choice. 17 MR. BEATTY: One of the points 18 that was made earlier today was that in 19 providing -- and I believe it was Ted Rogers who 20 may have made it -- foreign signals, he has 21 piggybacked those signals on to Canadian signals. 22 If you want to get new foreign signals, you have 23

to buy Pay TV to do it. He did that, in part, to

generate revenues for the Canadian domestic

24

industry and to ensure that those Canadian choices existed.

one could take the position that we have no real interest in ensuring that there is a viable Canadian broadcasting industry. I think we do. If there are to be real choices -- and this is a point I want to keep on coming back to. A hundred or two hundred channels of "Gilligan's Island" and "Love Boat" reruns are not a choice. What we have to have is programming that is different and that is attractive, programming that is relevant to Canadians as we live our lives on a day-to-day basis. It is the Canadian programming that is going to enable us to do that.

The thing that is so extraordinary to me, having been involved on and off with the industry over the past 20 years -- I first sat on this committee of Parliament back in 1972 when I was first elected and then 10 years later was our critic in opposition and now I am Minister. One of the extraordinary changes, to me, in that time is that it used to be that Canadian programming was looked upon as this horrible burden that nobody should be asked to bear. It was something being inflicted upon viewers, and it was a

terrible heavy burden that broadcasters and others had to carry.

Things have turned around entirely since then. The only hope for salvation of the Canadian broadcasting industry is to be able to offer something different from what is being offered by the Americans and others. I think that is a positive and hopeful sign. It is that real choice that we want to maintain.

If the issue that you want to raise is one of unbundling, for example, that's legit. That's the sort of question that the Summit can look at. Mr. Spicer indicated that the CRTC is prepared to take a whole fresh look at how the industry is regulated. I am prepared to do that, as Minister, as well.

We have moved on the English service to pay-per-view which again increases choices. I specifically left open on the French service yesterday, when I announced the decision with regard to a moratorium, the possibility that we could see pay-per-view coming in in French. I raised that question with Mr. Fortier when he made his report.

With the exception of the two

essential points that I made earlier about the
existence of a viable industry in Canada and the
existence of high-quality, attractive, affordable
Canadian programming, everything else is
negotiable.

I might just add -- and I am sorry to go on at such length. The other point you made about whether it is just people sitting on their licences
-- "I have a licence; I'm okay; protect me". In opening the Summit yesterday morning I made it very clear that there are no guarantees given to any individual licensee that they will be profitable. Our goal is to ensure that the industry survives. The only way in which an individual licensee will survive is if he or she

Q. Mr. Beatty, do you have any sense of what kind of force this industrial strategy, assuming you and the industry are able to put it together -- how does that get translated into action? Does it come in the form of a policy statement? Does it come in the form of a whole variety of things -- directives to the CRTC, directives to the industry? Are we going to have

is a good business person.

a document that says "Industrial Strategy"?

MR. BEATTY: That's my hope, that

we see a report or a series of reports that

attempt to integrate the system, to sketch out a

broad sense of direction as to where we want to go

and to make very coherent recommendations in terms

of how each of us achieves that.

Where it will differ from Girard-Peters is that we have Girard-Peters to work from as a basis for discussion, but there is a commitment on the part of all the players to sit down and make commitments in the formulation of an industrial strategy that we will deliver on. It is not simply recommendations; it is a commitment on all of our parts to act.

It could find its way into action in a number of different ways: in some cases, recommendations to government as to how we structure the assistance that we give to the industry; in other cases, commitments on the part of industry. For example, on non-simultaneous substitution, there are some issues yet to be resolved. But, assuming that we can surmount the technological and legal issues that are still outstanding, I strongly favour it. We are getting

a haemorrhaging of funds from the system which is 1 2 unnecessary and which we can stop it if we make a commitment in Phase 2 of the Summit to do so. 3 It requires that all the partners 4 5 sitting around the table say: Okay, how do we ensure that in a system that is transparent to the 6 viewer, that doesn't offend the viewer by suddenly 7 having the screen go blank, we can prevent some of 8 the haemorrhaging of money from Canada? 9 be acted on in a very direct way. 10 In other cases it may be that 11 12 recommendations will be made that we give direction to the CRTC or that advice is given. Ιt 13 will really depend on the nature of the report 14 that comes back. I would see us implementing it 15 in a number of different ways. 16 17 0. (Inaudible) MR. BEATTY: Talking 18 philosophically, I am open to consider anything. 19 I think it is important to make one point, and 20 that is that I can't, as Minister of 21 Communications, bind my colleague, the Minister of 22 Finance. Were tax incentives, as such, to be 23 included, there would be a budget measure, and it 24

would be something that the Minister of Finance

1	would have to have exclusive prerogative on.
2	What can be done is certainly that
3	recommendations can be made to the government that
4	particular tax measures be put in place. That is
5	fair ball. My colleague, the Minister of Finance,
6	would look at that. Then I have an obligation to
7	advise my colleague as to what I would see as the
8	benefits of doing so.
9	Q. In the last couple of days we
10	have heard a lot about this alien voice, the
11	threat from the death star, fighting off this
12	influx of American programming. Would it be fair
13	to characterize this as a form of anti-U.S.
14	collaboration?
15	MR. BEATTY: No.
16	Q. How would you characterize
17	it?
18	MR. BEATTY: As a form of pro-
19	Canadian collaboration and ensuring that there is
20	a Canadian voice.
21	I don't want to be entirely
22	facetious about that. First of all, I today
23	expressed my reticence about the shorthand of
24	death star. I turned on the tube myself and read
25	a number of the papers in the last few days, and

one of the concerns I have is that, first, it is
too apocalyptic to hang everything on DBS as being
the make-or-break. Second, it tends to distract
us from the much broader problems that exist.

The DBS isn't here yet; yet, the Canadian broadcasting industry is already suffering economically. The problems weren't caused by DBS. DBS may accelerate or exacerbate those problems, but they existed before DBS did.

To simply use it as a shorthand and say, "This is the issue. If we can deal with DBS, we have it resolved," I think would cause us to misdirect our efforts.

The other point I want to make is this: My frustration as an outsider during the 1960s in looking at the way in which our system was regulated was that it was so often regulated based on building walls, on trying to prevent the exposure of Canadians to programming from abroad. It was based on the premise that, given a choice, Canadians wouldn't choose to see Canadian programming. It was something that relegated, as Mr. Spicer said, Canadian programming to the status of junk that had to be forced on people that they wouldn't otherwise want.

1	I thought it was a very negative
2	form of nationalism. It was one that was premised
3	on the basis of shutting other people out.
4	I am a nationalist, and I am a
5	Canadian cultural nationalist as well. I am not a
6	xenophobe. I welcome competition from the best
7	that the world has to offer. The success of
8	Canadians in Hollywood, in New York, in Paris, in
9	London shows that we can succeed in the most
10	difficult markets anywhere in the world.
11	I want, as Minister of
12	Communications, to have Canadian entertainers come
13	into the United States. The Americans were poorer
14	for that, but we would be poorer if we didn't
15	encourage that cross-fertilization with the best
16	the world has to offer.
17	I don't seek to stifle the voices
18	of others. All I seek to do is to ensure that
19	Canadian voices aren't stifled, that a real choice
2 0	exists.
21	The penetration of foreign
22	cultural product into Canada, whether it is in
23	broadcasting, in film, in books, magazines, in the
24	sound recording industry is higher than it is in
2 5	any other western industrialized country. I don't

1	seek to shut others out. I just want Canadians to
2	have some room in their own house so that they can
3	live there themselves.
4	Let me thank each and every one of
5	you for your courtesy and your patience over the
6	last counter of days. Thank you.

